

# SOBRIÉTÉ, MAIS ÉGALITÉ

**L**e slogan des Equipes Populaires met l'horizon d'égalité au centre de toutes nos actions. On pourrait se dire que c'est une valeur comme une autre. Dans ces trois pages, nous essaierons au contraire de montrer que l'égalité est une utopie indispensable et mobilisatrice. En particulier dans le contexte actuel qui exige que nos sociétés réduisent, et de beaucoup, le poids insoutenable que leurs activités économiques font peser sur la planète.



*Un mouvement de citoyen-ne-s pour construire l'égalité.* J'observe cette phrase sur les gobelets réutilisables imprimés cet été. Et je souris. L'ajout en écriture inclusive parle de lui-même. C'est un petit pas de plus dans la quête d'égalité qui anime notre mouvement, une petite « mise en abyme ». Autrement dit : ce petit bricolage, à l'intérieur du slogan, dit en miniature ce qu'il exprime en grand.

## Un choix engageant

L'égalité était-elle inscrite dans l'horizon de notre mouvement depuis sa fondation ? À n'en pas douter. Après une brève enquête, je suis cependant surpris d'apprendre que ce slogan n'accompagne le logo des *Equipes Populaires* que depuis le milieu des années 2000. Je rêve de retrouver les procès-verbaux des réunions où le choix de ce slogan fut discuté. Pourquoi ce choix, au fond ? Comment les militant-e-s

ont-ils décidé de faire de l'égalité le cœur, le résumé, le fil rouge de notre projet associatif d'éducation populaire ? Pourquoi pas un mouvement de citoyens pour construire... la justice sociale, ou la démocratie, ou la solidarité ? Ces trois objectifs semblent tout aussi légitimes ! Mais les mots ne sont pas seulement des mots. Dire, c'est déjà faire. Le pari de cet article est d'affirmer que le choix du mot « égalité » construit aussi notre mouvement, que cette quête d'égalité est une exigence toujours valable et plus actuelle, plus urgente que jamais.

## Des acquis fossiles

Allons droit au but : notre société est confrontée aujourd'hui à la question des limites. Les quantités de pollutions, d'émissions de gaz à effet de serre, de destructions écologiques et sociales sont directement liées aux quantités

de production, de consommation, de transport, d'appareils, de déchets, de profits... À l'échelle collective, nous devons réduire, c'est absolument certain et plus personne ne le nie. Notre société, notre monde, notre mode de vie, nos habitudes dépendent des énergies fossiles. Cela veut dire que tous les progrès sociaux et politiques qui ont été conquis et développés durant les deux derniers siècles en dépendent tout autant ! Nos démocraties, nos libertés, notre modèle social sont donc, des acquis sociaux certes, mais aussi des acquis... fossiles. Nous n'avons aucune expérience collective de la démocratie sans énergies fossiles, de la liberté sans (sur)consommation, de la sécurité sociale sans croissance. Dire cela, ce n'est pas remettre en cause la valeur de ces trois repères essentiels, que du contraire, mais rappeler que nous ne les avons expérimentés que sous leur forme actuelle, inextricablement liée à l'histoire de la croissance grâce aux énergies fossiles. À nos représentations de la liberté et de la démocratie, nous mêlons très certainement des habitudes de consommation et de confort matériel. Ainsi, il nous faut reconnaître l'ampleur du défi : maintenir les acquis, préserver les valeurs mais... sans miser sur le système économique et les énergies insoutenables qui les accompagnaient depuis des décennies.

### **Moins, mais pas pour tout le monde de la même façon**

Sobriété : qu'on l'aime ou pas, le mot sera incontournable. D'un point de vue collectif, nous devons faire avec moins. Beaucoup moins. D'énergie, de production, de consommation. Environ quatre fois moins dans nos pays riches, si l'on voulait repasser sous la barre de la soutenabilité, c'est-à-dire rester dans les limites planétaires. Pour arriver à cela certains affirment, provocateurs : « *il faudrait l'équivalent d'un Covid par an, pendant dix ans* » pour freiner l'activité. D'un point de vue global, c'est un fait, seule l'année 2020 a vu baisser les émissions de CO<sub>2</sub>, par exemple, au niveau mondial. Ceci étant dit, cet objectif de sobriété, qui vaut d'un point de vue global, ne vaut certainement pas pour chacun des pays du monde et, à l'intérieur de chaque pays, pour chaque citoyen. C'est ici que la question des inégalités s'avère centrale.

Ceux qui refusent l'idée de sobriété ont à la fois totalement tort et partiellement raison : ils ont tort de refuser ce mot car il est tout à fait adapté pour désigner ce que nous devons viser collectivement. Ils ont raison, par contre, de s'insurger contre une utilisation de ce terme qui n'aurait d'autre but que de faire peser tout

le poids de la sobriété sur les épaules des individus, *a fortiori* sur les plus fragiles. L'égalité est donc l'enjeu majeur niché au cœur de l'indispensable sobriété qui nous attend : soit la réduction nécessaire reposera d'abord sur les épaules les plus larges, via la justice fiscale et via des plafonnements imposés aux richesses matérielles privées, soit elle deviendra une vaine et injuste injonction à destination de tous voire, pire encore, une sanction qui ne pénaliserait que les plus faibles.

La sobriété – collective – doit donc s'imposer en premier lieu aux fameux « 1% », mais elle concerne aussi, dans la foulée, les 5%, les 10%, les 20% et toute forme d'organisation sociale dont les besoins en énergie et les effets en dégradations outrepassent les limites planétaires. Nous aimons rêver qu'une toute petite caste de très riches coupables est seule en cause. Mais non. Le mode de vie occidental moyen est lui aussi insoutenable : il fait certainement partie des « 10% » ou « 20% » à l'échelle mondiale. Dans le documentaire *Une fois que tu sais*, le journaliste américain Richard Heinberg, pionnier des enjeux liés au pic pétrolier, décrit l'impasse dans laquelle nos sociétés se trouvent. « *Cela m'inspire un questionnement profond sur les conditions d'existence humaine au XXI<sup>e</sup> siècle. Et cela m'empêche de dormir. Rares sont les gens qui le comprennent. Parce que... Si 7,5 milliards d'êtres humains font en sorte d'avoir, ne serait-ce qu'une jolie maison, même pas une grosse voiture mais un véhicule fonctionnel pour se déplacer, un réfrigérateur, et deux enfants. Cela ne semble pas énorme. Et pourtant, on détruit la planète et les générations futures pour avoir cette vie-là.* »

### **Le sentiment d'inégalité, obstacle à tout projet commun**

Le fait que la sobriété aura un impact sur la vie d'une majorité de citoyens occidentaux rend plus importante encore l'exigence d'égalité. Depuis le mouvement des Gilets Jaunes, une multitude d'exemples ont montré que toute contrainte sur nos libertés, nos portefeuilles ou nos habitudes sera systématiquement refusée tant qu'elle sera demandée en premier lieu à ceux qui n'ont pas d'alternatives. Ce sentiment d'injustice est encore exacerbé quand il s'avère que certains citoyens semblent comme « exonérés » de ces contraintes. En matière de sobriété donc, il ne s'agit pas tant de se demander ce qu'il faut faire (on le sait !) mais... dans quel ordre le faire. Il faut commencer par la lutte contre les inégalités, par l'interdiction des « privilèges » pour reprendre les mots de l'Histoire.

Il y a urgence. Car le sentiment d'inégalité est aujourd'hui tel qu'aucune mesure restrictive, même modeste, ne semble possible. Si l'on attend encore trop longtemps pour commencer à réduire les inégalités par le haut, en contraignant les plus aisés, alors toute mesure de sobriété, même égalitaire, risquera d'être rejetée. Par ressentiment. Par défiance envers une classe politique perçue comme complice des plus riches. Par dégoût envers une démocratie qui trahirait sa promesse d'une « société des égaux ». La proposition de limiter la vitesse à 100 km/h sur autoroute, qui a fait grand bruit cet été, illustre cette impasse hélas déjà en germe. En soi, ce ne serait pas un grand sacrifice. En soi, ce serait pour tout le monde (et pas seulement pour les classes moyennes). Mais il est presque trop tard, déjà : cette toute petite mesure de sobriété collective semble inacceptable car on ne s'est pas attaqué, prioritairement, aux inégalités.

### Un besoin profondément enraciné

Pourquoi les inégalités créent-elles du ressentiment ? Pourquoi leur aggravation rend-elle impossible tout projet commun de société, par exemple la sobriété collective ? Peut-être tout simplement parce que nous avons une puissante tendance naturelle à désirer ce que possèdent nos semblables. Ce fonctionnement, profondément ancré chez l'être humain, c'est le

« désir mimétique », théorisé par le philosophe René Girard. Les inégalités, en se creusant, augmenteraient donc en même temps la rivalité, la méfiance, la convoitise, ce qui est tout l'inverse de la confiance nécessaire pour faire société ensemble.

Que ce soit pour l'indispensable sobriété aujourd'hui, ou pour la redistribution des fruits de la croissance hier, au fond l'égalité est la pierre d'angle de tout projet de société en commun. Elle est une valeur impérissable car c'est par elle que les liens se créent et se renforcent. Dans la mythologie grecque, où il est question de guerres, de trônes et de succession, cette intuition a été mise dans la bouche de Jocaste par Euripide. Alors que son fils Étéocle s'apprête à spolier son frère Polynice de son droit de régner un an sur Thèbes, elle s'adresse à lui en ces termes : « *Il vaut mieux, mon fils, honorer l'égalité, qui lie à jamais les amis aux amis, les villes aux villes, les alliés aux alliés. L'égalité est pour les hommes une loi de nature : qui-conque a moins est en état de guerre contre celui qui a plus, et lui voue une haine implacable. C'est l'égalité qui a réglé les poids et les mesures, et déterminé les nombres. Le pâle flambeau des nuits et l'astre brillant du jour parcourent d'un pas égal le cercle de l'année, chacun tour à tour cédant la place à l'autre sans jalousie* ».

Guillaume Lohest

## Égalité ou équité ?

Quand on dit égalité, on ne veut évidemment pas dire qu'il faut « donner la même chose à tout le monde et puis que chacun se débrouille ». Cela, c'est une vision réduite et libérale de l'égalité qu'on appelle « l'égalité des chances ». Nous avons plutôt tendance à considérer l'égalité comme un horizon, comme un phare politique, qui vise non seulement à octroyer à tou-te-s les mêmes droits et les mêmes libertés, mais aussi à fournir à chacun-e les moyens et les capacités d'exercer ces droits et libertés. Comme les besoins de chacun-e sont différents (selon la naissance, le milieu, l'éducation...), l'horizon d'égalité suppose l'équité : qu'on intervienne selon les besoins. Ainsi, l'équité et l'égalité ne s'opposent pas : on a besoin de l'une pour cheminer vers l'autre. On peut ainsi considérer la démocratie comme la promesse d'une « société des égaux ».

